

Les livres

travail : « L'analyse sur longue période des politiques familiales et des politiques d'emploi fait particulièrement bien ressortir l'impact qu'elles ont sur le travail des femmes selon les circonstances économiques » (pp. 94-95). Sans oublier l'impact des « modèles sociétaux » impliquant des comparaisons internationales souvent prises en compte par l'auteur. Ainsi par exemple, « la réalité sociale » qu'est, depuis 1970 environ, « le maintien des femmes de façon continue sur le marché de l'emploi de préférence aux alternatives d'entrée et sortie caractérisant les périodes précédentes » (p. 95) ne peut se caractériser ni par les mêmes formes (temps plein, temps partiel) ni par la même intensité en France, en RFA ou en Grande-Bretagne...

Cette question du découpage des objets de la sociologie du travail se complique encore lorsque, comme le font les deux auteurs, le *temps* est pris en compte *de manière centrale* dans les approches sociologiques. C'est loin d'être toujours le cas dans les recherches évoquées et cet oubli des temporalités spécifiques aux niveaux de réalités ainsi découpés et analysés a souvent des conséquences perverses. Ainsi, le temps biographique des individus ne coïncide pas avec le temps historique des institutions qui est, lui-même, loin d'être homogène. Toute formalisation sociologique doit tenir compte de ces décalages sous peine d'être victime soit d'illusions rétrospectives issues de philosophies implicites de l'histoire (« âge d'or du travail artisanal... »), soit de naïvetés progressistes issues de la reprise par les chercheurs du discours social (« la révolution technologique... »). C'est peut-être cette réflexion amorcée par les auteurs du *Bilan* sur les difficultés d'articulation entre des processus aux temporalités différentes qui constitue l'apport le plus original de l'ouvrage.

Celui-ci ouvre ainsi une piste de recherche, à la fois historique et épisté-

mologique, sur la constitution et l'évolution de la discipline en relation avec les disciplines voisines. De ce point de vue et au-delà de ses imperfections, ce *Bilan* à deux voix s'inscrit bien dans ce mouvement de réflexion évoqué en conclusion comme « présentant, depuis plusieurs années, des signes encourageants et laissant prévoir » — ou, en tout cas, espérer — « un développement de la cumulativité des recherches ».

Claude Dubar

LASTRÉE, Université de Lille I

Salais (Robert), Baverez (Nicolas), Reynaud (Bénédicte). — *L'invention du chômage*. Paris, Presses Universitaires de France, 1986, 267 p. (*Economie en liberté*).

Les auteurs de cet ouvrage proposent une histoire du chômage considéré comme une catégorie sociale permettant de décrire certains rapports au travail et à l'inactivité. Le livre retrace la genèse, la formation et l'évolution de la catégorie du chômage en l'insérant dans les transformations des systèmes de perception et de représentations du travail et du salariat, qu'il analyse chez les catégories d'agents spécialisés dans la mise en forme de la réalité sociale (juristes, statisticiens, économistes principalement), dans les institutions les plus concernées (entreprises, syndicats, Etat) et au niveau des agents individuels. Pour les auteurs, les contours de la catégorie du chômage résultent des activités de connaissance, d'information, d'anticipation de ces acteurs sociaux diversifiés.

La problématique retenue procède d'une interrogation sur les processus historiques d'objectivation des représentations (du chômage et du travail) en formes et en produits sociaux : les activités de ces acteurs relatives au

chômage sont structurées par, et structurent, les représentations sociales de cette catégorie. S'appuyant sur ce mécanisme de va-et-vient entre effets de connaissance et effets de réalité, les auteurs peuvent énoncer l'hypothèse centrale de leur livre : « La crise contemporaine est fondamentalement une crise des représentations et des catégories anciennement établies » (p. 20). Dans cette perspective, l'analyse historique sera l'occasion d'une réflexion sur les transformations, nécessaires pour résoudre la crise actuelle, des catégories de travail et de non-travail, et donc de chômage. Le livre s'articule autour de quelques temps forts.

De la fin du XIX^e siècle aux années 30, la codification statistique du chômage (à travers les recensements) s'appuie sur la rupture du lien avec un établissement. B. Reynaud montre alors (chap. 2) que le chômage est identifié et déclaré, donc recensé, par les individus qui travaillent en établissement, alors que les travailleurs à domicile ne perçoivent pas la privation d'emploi comme du chômage : à la dualité des formes de travail correspond une dualité des formes de chômage. Ce n'est qu'avec l'apparition du contrat de travail moderne, qui formalise le rattachement du salarié à l'établissement (alors que le contrat de louage n'engageait que la responsabilité personnelle de l'employeur), que la réalité sociale et les mentalités des individus vont « s'ajuster » à la définition statistique.

Cet ajustement sera progressif, et R. Salais décrit (chap. 3) la coexistence de deux types de régulation du travail, et du chômage, dans les années 30. D'un côté, le mouvement de rationalisation de la production et d'institutionnalisation du salariat caractéristique de la grande industrie s'accompagne de la fixation du chômage hors de l'entreprise et d'un transfert vers l'Etat de sa gestion (enregistrement et indemnisa-

tion). D'un autre côté, les fluctuations de l'emploi dans les petits établissements, où subsistent les solidarités de métier et une forte personnalisation des relations entre salariés et patrons, sont régulées par des solidarités familiales et sociales. Aussi, c'est seulement au carrefour de la grande industrie et de la grande ville que la privation d'emploi est reconnue dans les représentations individuelles et collectives comme du chômage.

N. Baverez explique (chap. 4) comment, dans la période des années 30 à la Libération, se met en place la convention keynésienne de plein emploi : autour de la standardisation du lien salarial (conventions collectives, etc.) d'une part, et de l'uniformisation de la gestion du chômage et du transfert vers l'Etat de la responsabilité du plein emploi (inscrite dans les Constitutions de 1946 et 1958) d'autre part. La définition du chômage change alors de nature : le chômeur est l'individu disponible à la recherche d'un emploi. Cette institutionnalisation de la position de chômeur est pleinement achevée en 1975, puisqu'il n'y a désormais plus d'écart significatif entre les déclarations individuelles collectées lors des recensements et les chiffres de l'ANPE ou de l'UNEDIC.

Puis R. Salais (chap. 5) montre que la production théorique économique a recherché de nouveaux modèles d'analyse des catégories de travail et de chômage, en liaison avec les effets de la crise actuelle sur l'évolution de la norme de plein emploi (multiplication des statuts intermédiaires entre l'emploi et l'inactivité notamment). Pour sa part, il apporte sa pierre propre à la problématique des investissements de forme (Thévenot, Eymard-Duvernay) en insistant sur le rôle des « formes sociales » qui régulent les relations entre les individus, les institutions, l'Etat et les entreprises : règles, conventions, droit, contrats, procédures.

Dans la conclusion générale, il souligne que les politiques de l'emploi et de lutte contre le chômage restent fondées sur le principe de la convention keynésienne de plein emploi. En effet, l'externalisation hors de l'entreprise de la responsabilité du chômage, assurée par le mécanisme des cotisations sociales, est renforcée par le rejet dans le régime de l'assistance des chômeurs qui soit sont définitivement exclus de l'entreprise (chômeurs âgés), soit n'y sont pas encore entrés (primo-demandeurs d'emploi, inactifs désirant retrouver un emploi) : « Cette évolution de la catégorie "chômage" redonne tout son poids au modèle original du travailleur masculin adulte exerçant un emploi salarié durable dans une entreprise classique. L'appel à la mobilisation des bonnes volontés autour des nouveaux pauvres n'est pas sans rappeler, mais dans un contexte institutionnel nouveau, les institutions primitives d'indemnisation que furent les œuvres de charité » (p. 251). Il plaide alors pour un ancrage de la politique de l'emploi à une échelle décentralisée et localisée et un transfert de sa gestion vers un collectif d'agents responsables (dont les entreprises), qui prendraient ainsi de manière explicite et coordonnée des engagements vis-à-vis de l'emploi.

Un des principaux mérites de cette mise en perspective historique est d'inviter le sociologue qui analyse les transformations de l'objet chômage à l'époque contemporaine (parmi lesquelles l'explosion du chômage de longue durée est un élément majeur) à les re-situer en articulation étroite avec les systèmes de représentations du phénomène et de ses mutations. A titre d'exemple, il apparaît que les stratégies des institutions de gestion de la population des chômeurs participent des luttes pour l'élaboration et la codification de nouveaux modèles de représentations du chômage et du non-travail, a fortiori quand ces populations sont repoussées aux frontières des catégories ancienne-

ment établies (comme les chômeurs de longue durée) et que ces institutions sont elles-mêmes situées dans des champs d'action différents (emploi, formation, action sociale, etc.), dont la spécialisation produit des effets de réalités propres sur ces publics. Symétriquement, les stratégies des individus privés d'emploi à l'égard de l'activité ne peuvent se comprendre sans qu'elles ne soient inscrites dans les systèmes de représentations du travail et de l'activité, tant au niveau des individus que des institutions.

L'ouvrage permet aussi d'éclairer un enjeu nodal de la lutte contre le chômage : la mobilisation, par l'Etat, des acteurs économiques et des solidarités des entreprises.

Le caractère inséparable de la construction historique, économique et sociale du chômage d'une part et du travail d'autre part est en effet un des enseignements majeurs du livre. Celui-ci ouvre donc au sociologue de réelles pistes de recherches, mais, pourrait-on dire, sans en avoir l'air, car les travaux proprement sociologiques sur la question n'ont guère été exploités. Il reste néanmoins un excellent ouvrage, très stimulant et, ce qui ne gâche rien, écrit dans un style très clair et doté d'une bibliographie abondante.

Didier Demazière

LASTRÉE-CLERSÉ
Université de Lille I

Balandier (Georges). — *Le désordre, éloge du mouvement.* Paris, Fayard, 1988, 252 p.

L'auteur, en s'appuyant sur ce que peuvent nous dire les sociétés de la tradition, analyse les cohérences et les dysfonctionnements de la modernité. Il dresse un constat des difficultés heuristiques auxquelles doivent se confronter les sciences humaines et sociales. Les remises en cause qui ont affecté le